

Ambassade de France en Inde Service économique régional de New Delhi

Delhi, le 1^{er} mars 2023 Affaire suivie par : Eléa Pons Revue par : D. Karmouni

Poursuite de la décélération du rythme de croissance du PIB au T3 2022/23

En ligne avec les prévisions de la RBI, la croissance du PIB affiche une progression de 4,4 % (en g.a.) au terme du T3 2022/23, soit la période d'octobre à décembre, contre 6,3% au T2 et 13,5% au T1. Ce résultat s'inscrit donc dans la tendance au ralentissement de la croissance, en liaison avec des facteurs tant internes qu'externes. En effet, la dissipation de l'effet de base postpandémie, ainsi que la faiblesse de la demande, mondiale et intérieure expliquent la décélération progressive de la croissance indienne. Le gouvernement maintient ses projections de croissance à 7% pour l'exercice budgétaire en cours, notamment grâce à la bonne performance du premier trimestre qui enregistrait une croissance de l'ordre de 13,5%.

Le taux de croissance du PIB en volume s'établit à 4,4% (en g.a.) au troisième trimestre 2022/23

Le PIB enregistre un taux de croissance de 4,4% au T3 FY23, contre 5,2% sur la même période l'année passée et 6,3% lors du trimestre précédent, marquant la progression la plus lente depuis le T4 FY22 (4,1%). La valeur ajoutée (VA) enregistrée au T3 FY23 perd 0,1 pdb, en glissement annuel, en passant de 4,7% à 4,6% et perd près de un point de base en glissement trimestriel (+5,5%).

Le chiffre de la croissance est en ligne avec les prévisions de la Banque centrale. En revanche, les économistes de *Bloomberg*, plus optimistes, prévoyaient une augmentation de 4,7%, la *State Bank of India* tablant sur 4,6%. S'agissant du dernier trimestre de l'exercice en cours, la RBI projette la croissance à un niveau similaire, quoique légèrement plus bas, soit 4,2%.

D'octobre à décembre 2022, l'effet de base lié au rattrapage de l'économie suite à la pandémie de Covid-19, s'estompe, cédant la place à un ralentissement généralisé. Du côté de l'offre, cette diminution est imputable au recul du secteur manufacturier, dont la valeur ajoutée se contracte de 1,1% (en g.a.) après 3,6% au trimestre précédent, mais également à la décélération du secteur de la défense et l'administration publique qui passe d'une progression de 5,6% au T2 FY23 à seulement 2% au T3 FY23.

Fléchissement de la valeur ajoutée eu égard à la faiblesse du secteur manufacturier

Selon l'optique de l'offre, la valeur ajoutée augmente de 4,6% au terme du troisième trimestre FY23, contre 5,5% au deuxième trimestre FY23 et 12,1% au premier trimestre FY23.

Parmi les composantes de la valeur ajoutée, les activités de services, principale contribution à la valeur ajoutée, dominent avec une pondération de 52,3%. Le secteur est principalement tiré par les **activités immobilières et financières** et par **le commerce, tourisme et transport** qui pèsent dans la VA respectivement pour 20% et 19,3%. Malgré une progression de toutes les composantes des services, on observe cependant un important ralentissement du secteur de la défense et de l'administration publique qui progressait à un rythme de 10,6% au T3 FY22 et qui progresse désormais seulement à 2% lors du T3 FY23. En outre, la croissance du secteur du commerce, tourisme et transport diminue également drastiquement en glissement trimestriel, passant de 15,6% à 9,7%, témoignant d'un effet de saisonnalité fort dans ce secteur d'activité.

L'industrie enregistre une progression de 2,4% (en g.a.), et représente 29% de la VA. Il s'agit d'une amélioration, compte tenu de la contraction de 0,4% enregistrée au trimestre précédent. En revanche, l'industrie manufacturière représente toujours l'élément de fragilité de la croissance indienne. En effet, le





secteur manufacturier enregistre une contraction de 1,1% (en g.a.) soit la plus mauvaise performance des évolutions sectorielles de la valeur ajoutée sur le troisième trimestre FY23. Néanmoins, il convient de noter que la contraction est moindre que lors du deuxième trimestre où elle affichait 3,6% (en g.a). Toutefois, le secteur contribue à hauteur de 16,5% de la valeur ajoutée lors du T3. S'agissant des activités extractives minières, la croissance du secteur enregistre une reprise de l'ordre de 3,7% (en g.a.) contrastant avec la contraction de 0,4% lors du trimestre précédent.

Quant au secteur agricole, il s'inscrit dans une trajectoire de progression favorable, à 3,7% (contre 2,4% au T2 FY23 et 2,3% au T3 FY23). La pondération du secteur dans la valeur ajoutée est de 18,7%.

En ligne avec la baisse de la demande externe, la consommation privée pâtit d'un ralentissement marqué

La dynamique de la consommation privée, qui contribue pour plus de 60% à la demande, fléchit au troisième trimestre pour s'établir à 2,1% (en g.a.) contre 8,8% au T2 et 10,8% sur la même période de l'année dernière. Cet essoufflement de la demande interne est imputable au prélèvement de pouvoir d'achat induit par l'inflation et plus fondamentalement aux anticipations que les ménages forment quant à l'évolution du marché du travail et de leurs revenus futurs. Toutefois, sur le T3 FY23, la consommation privée demeure la pondération la plus importante dans le PIB du côté demande, avec un poids de 61,6%, suivi de l'investissement à hauteur de 31,8%, et des importations de l'ordre de 25,3%.

En revanche, le cycle d'investissement¹ s'est maintenu, malgré une légère baisse, avec une progression de l'ordre de 8,3% en glissement annuel contre une croissance de 9,7% pour la même période l'année dernière. S'agissant de la consommation publique, les données font état d'une contraction de 0,8% (en g.a.) au terme du mois de décembre. Ce résultat marque tout de même une amélioration sur une base trimestrielle puisque le T2 enregistrait une contraction à hauteur de 4,1%.

Les importations nettes évoluent à un rythme de 10,9% (en g.a.) au terme du T3 FY23, un rythme qui ralentit en comparaison l'année précédente à la même période ou les importations progressaient à 19,6%. Les exportations évoluent à hauteur de 11,3% (en g.a.) mais sont toutefois en baisse en comparaison du dernier trimestre en adéquation avec le ralentissement de la demande mondiale, et notamment du marché américain, principal débouché des produits indiens.

La modération de la croissance indienne, qui s'établit à 4,4% lors du troisième trimestre FY23, s'inscrit dans le sillage des tensions géopolitiques prolongées, du resserrement généralisé des conditions financières mondiales et de la baisse de la demande extérieure. La contraction du secteur manufacturier, conjuguée au ralentissement de l'hôtellerie, du commerce et des transports, tirent la croissance à la baisse du côté de l'offre. Ce ralentissement devrait se poursuivre au quatrième trimestre, comme le reflètent les prévisions de la Banque centrale, qui table sur une croissance de 4,2%. Sur l'exercice 2023/2024, malgré un plan de relance par les infrastructures appelé à exercer un effet d'entraînement sur la FBCF, la croissance devrait être bridée par la faible dynamique des marchés d'exportation et la diffusion du resserrement monétaire à l'économie réelle.

¹ Il s'agit de la FBCF, soit le cycle d'investissement privé et public confondu.